

Brochure n° 3154

**Conventions collectives nationales**

**NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

**AVENANT N° 8 DU 13 OCTOBRE 2009**

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2009

NOR : ASET1050087M

IDCC : 652

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant portant sur la grille des salaires minimaux est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des cadres de la branche du négoce des matériaux de construction.

**Barème applicable pour la durée légale du travail  
au 1<sup>er</sup> octobre 2009**

Valeur du point : 5,78 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MINIMALE annuelle garantie (RAG)
VI	350	24 680,60
	380	26 796,08

NIVEAU	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MINIMALE annuelle garantie (RAG)
VII	410	28 911,56
	450	31 732,20
	490	34 552,84
VIII	550	38 783,80
	600	42 309,60
	650	45 835,40
IX	680	47 950,88
	750	52 887,00

## **Article 2**

### *Egalité salariale entre les hommes et les femmes*

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de situation, notamment de rémunération, dans des fonctions comparables, entre les hommes et les femmes et, le cas échéant, définir des mesures permettant de corriger voire supprimer les disparités.

## **Article 3**

### *Clause de revoyure*

Les parties signataires conviennent, dans le cadre du présent avenant, de se revoir au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2010 pour l'ouverture de négociations salariales.

## **Article 4**

### *Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2009.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail, à déposer le texte pour extension.

## **Article 5**

### *Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

## **Article 6**

### *Adhésion*

Tout organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

## **Article 7**

### *Force obligatoire de l'accord*

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 13 octobre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FFNMC.

**Syndicat de salariés :**

FNCB CFDT.